



Guerre sournoise en Equateur, guerre totale au Venezuela

Par [Maurice Lemoine](#)

Mondialisation.ca, 28 avril 2017

medelu.org 27 avril 2017

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Histoire et Géopolitique](#)

Equateur, 2 avril 2017 : au second tour de l'élection présidentielle, le candidat de la « révolution citoyenne » Lenín Moreno (Alliance Pays ; AP) affronte l'ex-ministre de l'économie (1999) et banquier multimillionnaire Guillermo Lasso (Créons des Opportunités ; CREO) qu'il a devancé au premier tour (39,36 % des voix contre 28,11 %). Rafael Correa qui, depuis 2007, a rendu sa stabilité au pays grâce à d'incontestables avancées sociales, ne se représentait pas [1].

Il n'est pas encore 17 heures et les bureaux de vote ne sont pas fermés quand Rafael Cuesta, ancien député social-chrétien (PSC, droite) devenu « vice-président de l'information » de la chaîne de télévision *Canal Uno*, annonce à l'écran, avec une évidente satisfaction : « *Nous avons un président de la République et c'est Guillermo Lasso.* » A 18 h 30, sur la base du même sondage « sortie des urnes » effectué par l'Institut Cedatos, étroitement lié à la Banque de Guayaquil (dont le principal actionnaire s'appelle... Guillermo Lasso), le journaliste vedette Alfredo Pinoargote salue joyeusement sur *Ecuavisa* celui que, depuis six mois, il a invité moult fois dans son programme « Contact direct » : « *Félicitations, président !* » Autre grande chaîne commerciale, *Teleamazonas* déroule la même partition.

Sondages et médias étant à l'évidence plus importants que les électeurs, les urnes et les résultats officiels, encore inconnus à ce moment, Lasso gratifie les siens d'un discours de chef d'Etat et tous, dans une grande allégresse, fêtent « *le retour de la liberté* ». De quoi feindre tomber des nues lorsque, à 20 heures, le Conseil national électoral (CNE) annonce la victoire du socialiste Moreno avec 51,16 % des voix. Lasso, qui avait déjà hurlé à la fraude lors du premier tour, sans en apporter aucune preuve, entonne le même leitmotiv : outre Cedatos, deux « comptages rapides » – ceux des instituts Market et Informe Confidencial – l'ont placé en tête, dans une fourchette allant de 51,5 % à 53 % des suffrages. Informe Confidencial démentira bien avoir effectué un tel sondage, mais il en faudrait plus pour émouvoir la droite équatorienne et ses alliés.

Dès le lendemain, le quotidien *Expreso* publie une page entière dédiée au « président Lasso ». Les influents *El Universo* et *El Comercio* (pour ne citer qu'eux) semant également le doute sur la validité du résultat, les manifestations et tentatives de prise des locaux du CNE par quelques centaines de personnes se multiplient. Sans jamais atteindre le niveau « protestations de masse » espéré par leurs initiateurs, elles vont se poursuivre, Lasso exigeant, sans aucune justification juridique, un recomptage de 100 % des bulletins et déclarant le 13 avril : « *Pour se battre contre une dictature, il ne faut pas seulement des votes, il faut être dans la rue !* » Pourtant, les autorités ont déjà accédé partiellement à sa demande et le réexamen de 296 340 votes contestés dans cinq provinces n'a en rien

modifié les résultats. Manifestement conscients de l'inanité de leurs réclamations, les représentants de CREO ne se sont même pas déplacés pour assister au recomptage effectué dans la province de Pichincha : « *Notre présence n'aurait fait que valider cet abus contre la démocratie* », se sont-ils contentés de déclarer.

Lorsque, le 14 avril, « *par souci de transparence et pour la tranquillité du pays* » (dit autrement : pour en finir avec le « show » monté par l'opposition), le CNE annonce qu'il va effectuer le 18 avril un recomptage portant sur 1 275 450 voix, correspondant à 3 865 procès-verbaux contestés « dans les règles », en présence de délégués de toutes les organisations politiques nationales et locales, Lasso et les dirigeants de CREO annoncent... qu'ils refusent d'y assister. Quelques jours auparavant, l'ex-député « ultra » du parti Société patriotique (SP) [2] Fernando Balda avait fait un appel du pied aux militaires : « *Que coûte au haut commandement de donner une conférence de presse et de demander un recomptage total des votes ?* » Avant de s'indigner, n'ayant trouvé aucun putschiste en puissance : « *Ils ne le font pas !* »

Au jour dit, après que le recomptage, retransmis intégralement et en direct à la télévision, ait confirmé les chiffres initialement annoncés, Lasso déclarera : « *Jamais je ne reconnaitrai la victoire du candidat déclaré président élu par le CNE (...) Lenín Moreno sera le successeur d'un dictateur et gouvernera sans légitimité* [3]. » Pour qui douterait de la stratégie mise en œuvre, les journalistes Andrés Carrión et Martín Pallares interrogés le 4 avril dans le programme « Châtiment divin » l'avaient précisée : « *Ce qui peut être fait, c'est miner la légitimité de ceux qui ont été, entre parenthèses, élus. Ces gens doivent savoir que, s'ils arrivent au pouvoir, ce sera un pouvoir vicié et affaibli. Qu'ils auront des problèmes pour l'exercer.* » En résumé : Lenín Moreno n'occupe pas encore sa fonction que déjà se dessine la guerre sournoise destinée à polariser la société et à le délégitimer afin de le déstabiliser plus facilement dès que les circonstances s'y prêteront.

Qui s'en souvient ? C'est ainsi qu'a commencé la très grave crise dans laquelle se débat actuellement le Venezuela. En avril 2013, Nicolás Maduro, « dauphin » du disparu Hugo Chávez, ayant battu Henrique Capriles (Table de l'unité démocratique ; MUD) avec 50,75 % des suffrages, ce résultat serré entraîna lui aussi des accusations non avérées de fraude, de très violentes mobilisations de rues (onze morts) et, ayant instillé le venin de la frustration chez les opposants, prépara la déstabilisation du pays qui, de sabotage économique en poussées de violence, atteint son climax aujourd'hui.

Les renversements de Manuel Zelaya au Honduras (2009), de Fernando Lugo au Paraguay (2012), puis de Dilma Rousseff au Brésil (2016) par des coups d'Etat dits « institutionnels », auxquels se sont ajoutés la mort de Chávez (mars 2013), ont amené les adeptes de « la fin de cycle » - un supposé recul définitif de la « vague de gauche » - à croire l'affaire bien engagée. Alors que, après douze ans de « kirchnérisme » (trois mandats successifs de Nestor puis Cristina Kirchner), l'entrepreneur multimillionnaire Mauricio Macri venait de remporter l'élection présidentielle, l'ambassadeur des Etats-Unis Noah Mamet se félicitait en mars 2016 : la décision de Barack Obama de visiter l'Argentine était « *une reconnaissance à la détermination de Macri de la réinsérer dans l'économie globale* [4] ». Le 7 septembre suivant, le vice-président américain Joe Biden qualifiait le renversement - rebaptisé « *impeachment* » - de Dilma Rousseff « *d'un des meilleurs changements politiques qu'a connus la région ces derniers temps* », avant, comme il se doit, d'appeler à ce qu'un référendum révocatoire soit tenu rapidement au Venezuela [5]>.

Quelques mois après la réélection de Daniel Ortega au Nicaragua, la victoire de Moreno en

Equateur constitue un coup d'arrêt à cette restauration conservatrice ardemment souhaitée. D'autant que, dans les pays qu'elle affecte, les lendemains ne chantent pas particulièrement...

Au Brésil, dans le cadre des gigantesque affaires de corruption impliquant la compagnie pétrolière semi-publique Petrobras et le géant national du BTP Odebrecht [6], qui compromettent l'ensemble de la classe politique, le Tribunal suprême fédéral (TSF) a annoncé le 11 avril l'ouverture d'une enquête concernant cent huit personnalités, dont vingt-neuf sénateurs et quarante-deux députés (parmi lesquels les présidents des deux chambres du Congrès), huit ministres du président *de facto* Michel Temer – lequel fait lui-même face à de graves accusations. On notera que si le Parti des travailleurs (PT) a sa part de responsabilité dans ce scandale systémique, celui-ci ne peut être invoqué pour expliquer la « destitution » de Dilma Rousseff – un motif puéril d'« irrégularité budgétaire » ayant servi pour justifier ce coup d'Etat, dont les objectifs réels et les conséquences apparaissent chaque jour plus clairement. En faisant voter la proposition d'amendement constitutionnel (PEC 55) qui gèle les dépenses publiques de l'Etat pour vingt ans, en s'attaquant aux retraites des travailleurs et en éliminant une partie de l'allocation chômage, en fermant le ministère du développement agricole, en menant une offensive brutale contre les droits conquis depuis une décennie, le pouvoir illégitime, après avoir jeté plus d'un million de personnes dans les rues les 8 et 15 mars, devra affronter une grève générale le 28 avril prochain.

Dans une Argentine affectée par les licenciements massifs et les augmentations faramineuses des tarifs des services publics, les enseignants en grève se sont faits sauvagement matraquer le 9 avril alors que cinq mobilisations massives avaient déjà eu lieu entre le 8 et le 24 mars et qu'une première grève générale contre la politique de rigueur avait paralysé le pays le 6 avril. Pour tenter de juguler cette contestation montante, le parti du chef de l'Etat, Cambiemos (Changeons), a déposé le 14 avril devant la Chambre des députés un projet de loi destiné à durcir les sanctions contre les protestataires. En termes juridiques, la réforme proposée introduit dans le code pénal le concept de « manifestation publique », permettant à la police d'arrêter sans contraintes les manifestants et aux juges de leur appliquer des peines plus sévères.

Dans ce contexte, la fureur des oligarchies se retourne contre le pays, symbole de la résistance, « *qu'il faut absolument faire tomber* » : le Venezuela. Depuis l'élection du président Maduro, le pays subit une guerre totale et multiforme. Début 2014, l'opération « La Salida » (la sortie), à travers ses opérations de guérilla urbaine, provoqua la mort de 43 personnes de toutes tendances politiques et fit plus de 800 blessés, mais le pouvoir résista, arrêtant et jugeant Leopoldo López, l'un des instigateurs du chaos.

Certes, l'importante diminution des prix du pétrole, la principale ressource du pays, a raréfié la rentrée des devises, rendant plus difficiles les importations de biens de consommation. Certes, la gestion du gouvernement ne brille pas toujours par son efficacité. Mais en aucun cas ces deux facteurs ne peuvent expliquer à eux seuls la très dure crise alimentaire et les incessantes pénuries qui, épuisant et désorientant de larges secteurs de la population, y compris « chavistes », ont permis la victoire de la MUD aux élections législatives de décembre 2015. N'en déplaise aux médias complices, incompetents, moutonniers, opportunistes ou fort peu courageux – la pression générale étant devenue telle que les « notables de l'info », fussent-ils « de gauche », ne veulent pas risquer leur réputation ou leur confort en semblant apparaître comme « les derniers défenseurs du Venezuela » – c'est bel et bien, similaire à celle des années 1970 au Chili, d'une déstabilisation économique qu'il

s'agit.

S'apparentant à des aveux, la loi d'amnistie votée le 29 mars 2016 par la nouvelle majorité – et déclarée inconstitutionnelle par le Tribunal suprême de justice (TSJ) le 11 avril suivant – ne mentionnait-elle pas, parmi les délits et crimes (auto)-amnistiés de l'opposition, « *la spéculation sur des aliments ou des boissons, des biens qualifiés comme de première nécessité* » et « *l'accaparement d'aliments ou de boissons, de biens qualifiés comme de première nécessité* » ? Le 12 novembre 2016, dans le cadre d'un dialogue dont les secteurs radicaux de la MUD ne veulent pas et qu'ils ont depuis fait capoter, c'est l'envoyé du pape en personne, Mgr Claudio María Celli, qui lit l'accord pour un calendrier de discussion dans lequel « *le gouvernement et la MUD conviennent de combattre ensemble toute forme de sabotage, de boycott ou d'agression contre l'économie* ». Vous avez dit « *paranoïa* » ?

D'emblée, début 2016, cette nouvelle majorité législative a annoncé son unique objectif : « sortir » Maduro du pouvoir en six mois. Que ce soit légalement ou non. Avec un choix délibéré de la seconde solution. Dix-huit mois plus tard, tout un chacun peut constater qu'elle a échoué. Dans cette guerre qu'elle n'a pas méritée et dont elle ne veut pas, la « révolution bolivarienne » a encore assez de punch pour opposer une belle résistance. Quitte à tomber parfois dans le piège qui lui est tendu : face à une droite qui viole effrontément les règles du jeu démocratique, franchir à son tour la ligne jaune, dans son désir (et la nécessité) de rendre coup pour coup. Par exemple...

Dans leur obsession de renverser le chef de l'Etat, les dirigeants de la MUD ont, durant de longs mois, négligé la possibilité du référendum révocatoire, permis par la Constitution. Lorsque, ayant été mis en échec, ils s'y sont enfin résolus, ils avaient dépassé le délai permettant, en cas de victoire du « oui », l'organisation d'une élection : le vice-président « chaviste » remplacerait Maduro pour la fin du mandat si celui-ci était destitué. En outre, leur collecte de signatures a été entachée d'innombrables irrégularités. Raison juridiquement motivée – mais aussi prétexte évident, le nombre de paraphes requis étant en tout état de cause largement atteint – dont s'est emparé le pouvoir pour bloquer le processus. On peut le lui reprocher (on ne s'en prive pas). On peut aussi considérer que, compte tenu de la violence déstabilisatrice qui lui est imposée, il se trouve dans la situation d'un athlète de haut niveau à qui son adversaire brise les tibias à coups de barres de fer avant de lui intimer : « *Maintenant, allons courir un cent mètres ensemble et voyons qui va l'emporter !* » S'il dispose d'arguments juridiques incontestables pour le faire, on comprendra que la victime puisse écarter ce type de « compétition ». Dont, d'ailleurs, l'opposition ne veut plus !

Dans le même ordre d'idée, la décision du TSJ, le 29 mars, d'assumer les fonctions de l'Assemblée nationale, non indéfiniment, comme il a été faussement affirmé, mais « *tant que la majorité de droite continuerait à ignorer ses verdicts* » – entre autres sur l'élection contestée de trois députés de l'Etat d'Amazonas qu'elle a néanmoins incorporés – ou refuserait de reconnaître les institutions et le chef de l'Etat était, quoi qu'on en dise, justifiée. Mais, intervenant au plus chaud d'une situation explosive, elle pouvait, habilement présentée par ses détracteurs, donner lieu à une accusation d'« auto-coup d'Etat ». Ce qui n'a pas manqué de se produire. La procureure générale de la République Luisa Ortega critiquant la décision et les plus hautes instances du pouvoir se rendant compte du danger de cette interprétation face à la « communauté internationale », le TSJ est revenu sur sa décision, mais le mal était fait. La planète médias jouant son rôle, l'accusation demeure, bien qu'étant, surtout après ce recul, totalement injustifiée.

De même, la Cour des comptes (*Controlaría general de la República*) dispose d'accusations

crédibles – détournement de fonds publics – pour mettre en cause l'ex-candidat à la présidence Henrique Capriles, gouverneur de l'Etat de Miranda. Toutefois, les faits remontent à... 2013. Que n'a-t-il été jugé plus tôt ? Le verdict rendu le 7 avril dernier et le déclarant inéligible pour quinze ans paraît, compte tenu du contexte, tomber à un moment particulièrement inopportun. C'est faire à l'opposition et à ses puissants alliés extérieurs le cadeau d'un « martyr » que ceux-ci ne manquent pas d'exploiter.

Dès le 9 mars 2015, Barack Obama avait désigné par décret le Venezuela comme « *une menace extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique extérieure des Etats-Unis* », ouvrant le terrain juridique à une possible intervention (dont la nature reste à déterminer). Pour ce faire « l'Empire » dirigé aujourd'hui par l'irrationnel Donald Trump bénéficie de l'aide de son nouveau « cipaye » Luis Almagro, secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), objectivement redevenue le ministère des Colonies de Washington dénoncé en son temps par Fidel Castro. Une offensive féroce, obsessionnelle, tente d'isoler Caracas en la suspendant des activités de l'organisation. Néanmoins, en juin 2016, une première tentative de faire activer à son encontre la charte démocratique a échoué. Au grand dam d'Almagro, son initiateur, une majorité des nations, allergiques aux « interventions extérieures », se prononça pour une continuation du dialogue alors mené entre le gouvernement et la MUD, sous les auspices du Vatican et de l'Union des nations sud-américaines (Unasur), par les ex-présidents médiateurs José Luis Rodríguez Zapatero (Espagne), Leonel Fernández (République dominicaine) et Martín Torrijos (Panamá).

Silencieux sur le coup d'Etat au Brésil, méprisant tous les usages diplomatiques lorsqu'il traite publiquement Maduro de « *traître, menteur, voleur et petit dictateur* », Almagro n'a pas hésité à se faire décorer de l'ordre Rómulo Betancourt, le 13 avril 2017, à Miami, par le président de l'Organisation des Vénézuéliens persécutés politiques en exil (Veppex), l'ex-lieutenant José Colina. Ce dernier est poursuivi dans son pays pour avoir perpétué deux attentats à la bombe en février 2003, à Caracas, contre l'ambassade d'Espagne et le consulat colombien, crimes évidemment attribués dans un premier temps aux Cercles boliviens de Chávez. En cavale, Colina a obtenu l'asile politique aux Etats-Unis après avoir été défendu par l'avocat Matthew Archambeault, celui-là même qui, en avril 2011, fit absoudre définitivement par la « justice américaine » le terroriste cubano-vénézuélien Luis Posada Carriles – auteur intellectuel de la pose de deux bombes dans un vol de la Cubana de Aviación (73 morts le 6 octobre 1976) –, lui permettant de vivre depuis en toute impunité à Miami.

Dans ce contexte où, de l'intérieur et de l'extérieur, les deux interagissant, il s'agit de prendre la « révolution bolivarienne » en tenaille, la bataille fait donc rage à l'OEA. Bien que son Conseil permanent ait tenu une nouvelle réunion d'urgence le 28 mars à Washington, celle-ci n'a pas débouché sur les résultats escomptés – la suspension de Caracas et des élections générales anticipées – par le « roitelet » de l'organisation. Non seulement aucune résolution sanctionnant les supposés égarements du gouvernement vénézuélien n'a été adoptée, mais plusieurs Etats membres, dont Haïti, El Salvador et la République dominicaine, pourtant soumis à de très fortes pressions des Etats-Unis, ont fustigé l'attitude d'Almagro, la jugeant partielle et interventionniste. « *Le moment est grave et dépasse de loin la question du Venezuela*, déclara alors avec une grande dignité Harvel Jean-Baptiste, ambassadeur d'un pays, Haïti, qui n'appartient pas à l'« arc progressiste », mais auquel Washington menace de retirer son aide financière s'il continue à appuyer Caracas. *Les agissements du secrétaire général fragilisent notre organisation. Si nous laissons le secrétaire général, comme il le fait, s'immiscer sans réserve dans les affaires internes d'un*

pays, au détriment du principe du respect de la souveraineté des Etats, bientôt Haïti et d'autres pays de la région, seront eux aussi victimes de cette même dérive de l'organisation [7]. »

Un coup de force le 3 avril suivant – la Bolivie et Haïti, respectivement président et vice-président en exercice du Conseil ayant été écartés et remplacés, au mépris de toutes les règles, par le Honduras – a néanmoins permis à dix-sept des vingt-et-un pays présents d'adopter « par consensus » une résolution dénonçant « *la rupture de l'ordre constitutionnel au Venezuela* » tout en exigeant « *des actions concrètes* » de son gouvernement. Tandis que la République dominicaine, les Bahamas, le Belize et El Salvador s'abstenaient, la Bolivie, le Nicaragua et le Venezuela avaient, le jugeant illégal, abandonné ce « *tribunal d'inquisition* », comme le qualifia Maduro.

Echec à nouveau, au-delà des déclarations triomphales, puisque, en tout état de cause, il est nécessaire de rassembler les deux tiers de l'Assemblée générale (vingt-quatre pays) pour en exclure le Venezuela. Raison pour laquelle la campagne infernale se poursuit, dont le surréalisme échappe à nombre d'observateurs, sans doute un peu distraits : en tête de liste des onze pays de l'« Axe du bien » [8] qui, le 17 avril, au nom de la démocratie, ont appelé le gouvernement vénézuélien à « *garantir le droit aux manifestations pacifiques* », figurent la Colombie – plus de 130 dirigeants et militants de mouvements populaires assassinés d'octobre 2012 à la fin 2016 (23 depuis janvier 2017) – et le Mexique – 28 500 « disparitions forcées » depuis 2006 (dont les 43 étudiants d'Ayotzinapa), 11 journalistes exécutés et 23 de leurs confrères « disparus » en 2016.

Forte du soutien de ces paladins de la liberté, la MUD, qui a définitivement écarté le chemin du dialogue, multiplie depuis début avril les manifestations au cours desquelles, en marge des opposants pacifiques, des groupes de choc ultra violents multiplient agressions aux forces de l'ordre et actes de vandalisme. C'est que, pour la MUD, le temps presse. Les prix du pétrole repartant à la hausse, fût-elle modérée, le gouvernement fournissant en urgence des produits de première nécessité à plus de six millions de familles à travers treize mille Comités locaux d'approvisionnement et de production (CLAP), réactivant l'agriculture et en appelant à la participation de certains groupes du secteur privé au redressement économique, la situation tend quelque peu à (et surtout « risque de ») s'améliorer.

Comme en 2002 lors du coup d'Etat contre Chávez ou en 2014 au cours des « *guarimbas* », il faut à l'extrême droite des cadavres pour émouvoir et mobiliser la communauté internationale. Le 18 avril, la veille de « la mère de toutes les manifestations », organisée par l'opposition – à laquelle répondra d'ailleurs une « marche des marches » des chavistes dans le centre de Caracas –, Mark Toner, porte-parole du Département d'Etat américain, dénonça une « *répression criminelle* » et la « *violation des droits humains* » du pouvoir bolivarien. Car déjà, comme en 2014, le décompte macabre des victimes donne lieu à une manipulation de première catégorie.

Dès le 14 avril, huit morts étaient à déplorer – par définition attribués « à la répression ». Il s'avéra rapidement que l'un d'entre eux, Brayan Principal, a été tué par un groupe d'individus cagoulés qui a criblé de balles une lotissement « chaviste », la Ciudad Socialista Alí Primera, construite par le gouvernement de Maduro à Barquisimeto. Qu'un autre, le jeune Miguel Ángel Colmenares, à Caracas, ne manifestait pas, mais est tombé dans une embuscade de sujets qui l'ont dépouillé de son argent avant de l'assassiner. Qu'un autre encore, Oliver Villa Camargo, a été exécuté d'une balle dans la tête alors qu'il venait de tenter, en auto, de franchir une barricade. Que Ricarda de Lourdes González, 87 ans, n'est

pas morte asphyxiée par les gaz lacrymogènes, mais, comme l'a précisé sa fille, parce que les « guarimberos » (manifestants) « ne nous ont pas laissé sortir quand – alors qu'elle était victime d'un accident cérébro-vasculaire – on a voulu l'emmener à la clinique Las Mercedes [9] ». Il s'agit là, non d'une liste exhaustive, mais de quelques cas.

Maurice Lemoine

Jurate: Chávez odiaba a la Guardia Nacional
Ventana al Mundo/Página 2. –

www.tot.com.ve EL NUEVO PAÍS RAFAEL POLO Editor
- Codificadoras industriales
- Inspección de contaminantes
- Consumibles y repuestos
email: contacto@tot.com.ve tel: 0212-428.9595

UNA SOLA VENEZUELA
JULIO BORGES
Golpe de estado continuado
Página 3

DOMINGO 09 DE ABRIL DE 2017 / N° 8.405 / PMVP BS.F. 100.00 / WWW.ELNUEVOPAISZETA.COM @ENPAISZETA / MIEMBRO DEL BLOQUE DE PRENSA VENEZOLANO

Trump tendrá que ocuparse de Maduro

Cómo Venezuela quedó en el medio de la lucha contra el terrorismo islámico
Rafael Polo/A Sangre Fria/Página 2 y Francisco Polo/Informe Político/Página 3. –

Ledezma: Cambio con elecciones limpias
Timpazo/Página 5. –
Destitución de magistrados está en la Constitución
Duque Corredor/Página 7. –

La lucha por la libertad
La oposición ha tomado las calles con constancia, esta alegría y valentía. Los dirigentes se han puesto a la cabeza de las manifestaciones. Luego ha ocurrido un salto cualitativo y relacionado la convicción en la política. Se multiplican los lugares de la dignidad en el mundo y golpean a los servicios de espionaje, Capriles, Ribicco. Fijarse en la realidad de contar... además de un pueblo que lucha se acompaña a pesar de la brutal represión de la guardia nacional. Los hechos se suceden y son Jaime Olivares. En la primera página de esta semana, dirigimos esta foto en la que el vicepresidente de la AN, Freddy Guzmán, fue agredido el jueves pasado con la G25 en plena huelga de hambre que se lleva adelante con un objetivo. La huelga es símbolo de la lucha por la libertad. Guzmán por que la oposición no consiente. Daniel G. Calles: Informe de Sonoras: Página 11.



No quieren entregar el poder ni por elecciones ni por renuncia
Baltazar Porras/La Crónica Memori/Página 5. –

La source originale de cet article est medelu.org
Copyright © Maurice Lemoine, medelu.org, 2017

Articles Par : Maurice Lemoine

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca